Supplemento ordinario alla "Gazzetta Ufficiale" n. 280 del 13 ottobre 1977

Spedizione in abbonamento postale - Gruppo I

GAZZETTA UFFICIALE

DELLA REPUBBLICA ITALIANA

PARTE PRIMA ROMA - Giovedì, 13 ottobre 1977 SI PUBBLICA TUTTI I GIORNI MENO I FESTIVI

DIREZIONE E REDAZIONE PRESSO IL MINISTERO DI GRAZIA E GIUSTIZIA - UFFICIO PUBBLICAZIONE DELLE LEGGI E DECRETI - TELEFONO 6540139
AMMINISTRAZIONE PRESSO L'ISTITUTO POLIGRAFICO DELLO STATO - LIBRERIA DELLO STATO - PIAZZA GIUSEPPE VERDI, 10 - 00100 ROMA - CENTRALINO 8508

LEGGE 8 agosto 1977, n. **741.**

Ratifica del protocollo di proroga della convenzione sul commercio del grano e adesione al protocollo di proroga della convenzione per l'aiuto alimentare, costituenti l'accordo internazionale sul grano del 1971, adottati a Washington il 2 aprile 1974, e loro esecuzione.

LEGGI E DECRETI

LEGGE 8 agosto 1977, n. 741.

Ratifica del protocollo di proroga della convenzione sul commercio del grano e adesione al protocollo di proroga della convenzione per l'aiuto alimentare, costituenti l'accordo internazionale sul grano del 1971, adottati a Washington il 2 aprile 1974, e loro esecuzione.

La Camera dei deputati ed il Senato della Repubblica hanno approvato;

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

PROMULGA

la seguente legge:

Art. 1.

Il Presidente della Repubblica è autorizzato, rispettivamente, a ratificare e ad aderire ai seguenti atti internazionali, adottati a Washington il 2 aprile 1974;

a) protocollo di proroga della convenzione sul commercio del grano del 29 marzo 1971;

b) protocollo di proroga della convenzione per l'aiuto alimentare del 29 marzo 1971.

Art. 2.

Piena ed intera esecuzione e data agli atti internazionali di cui all'articolo precedente a decorrere dalla loro entrata in vigore in conformità all'articolo 9 di ciascun protocollo.

Art. 3.

In attuazione del programma di aiuti alimentari della Comunità economica europea a favore dei Paesi in via di sviluppo, l'Azienda di Stato per gli interventi nel mercato agricolo (AIMA) è incaricata di provvedere, secondo le norme emanate o che saranno emanate dalla stessa Comunità, alla fornitura a tali Paesi della quota di partecipazione italiana.

Le relative spese, valutate in lire 14.200 milioni, sono imputate alla gestione finanziaria dell'AIMA, di cui alla legge 31 marzo 1971, n. 144.

La presente legge, munita del sigillo dello Stato, sarà inserta nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti della Repubblica italiana. E' fatto obbligo a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a Roma, addì 8 agosto 1977

LEONE

ANDREOTTI — FORLANI — MORLINO —
STAMMATI — MARCORA

Visto, *il Guardasigilli:* BONIFACIO

PROTOCOLES

portant prorogation de la Convention sur le commerce du blé et de la Convention relative à l'aide alimentaire constituant l'Accord international sur le blé de 1971

PRÉAMBULE

Les Gouvernements participant à la Conférence pour l'établissement des textes des Protocoles portant prorogation des Conventions constituant l'Accord international sur le blé de 1971,

Considérant que l'Accord international sur le blé de 1949 a été révisé, renouvelé ou prorogé en 1953, 1956, 1959, 1962, 1965, 1966, 1967, 1968 et 1971,

Considérant que l'Accord international sur le blé de 1971, composé de deux instruments juridique distinctes, la Convention sur le commerce du blé de 1971, d'une part, et la Convention relative à l'aide alimentaire de 1971, d'autre part, prend fin le 30 juin 1974,

Ont établi les textes des Protocoles portant prorogation de la Convention sur le commerce du blé de 1971 et portant prorogation de la Convention relative a l'aide alimentaire de 1971.

PROTOCOLE

PORTANT PROROGATION DE LA CONVENTION SUR LE COMMERCE DU BLÉ DE 1971

Les Gouvernements parties au présent Protocole,

Considérant que la Convention sur le commerce du blé de 1971 (ci-après dénommée « la Convention ») de l'Accord international sur le blé de 1971 vient à expiration le 30 juin 1974,

Sont convenus de ce qui suit:

ARTICLE PREMIER.

(Prorogation, venue à expiration et résiliation de la Convention).

Sous réserve des dispositions de l'article 2 du présent Protocole, la Convention demeurera en vigueur entre les parties au présent Protocole jusqu'au 30 juin 1975, étant entendu toutefois que, si un nouvel accord international en matière de blé entre en vigueur avant le 30 juin 1975, ledit Protocole demeurera en vigueur jusqu'à la date d'entrée en vigueur du nouvel accord seulement.

ARTICLE 2.

(*Dispositions de la Convention rendues inopérantes*).

Les dispositions suivantes de la Convention sont considérées comme inopérantes à compter du 1er juillet 1974:

a) le paragraphe 4 de l'article 19;
b) les articles 22 à 26 inclus;
c) le paragraphe 1 de l'article 27;
d) les articles 29 à 31 inclus.

ARTICLE 3.

(*Définition*).

Toute mention, dans le présent Protocole, du « Gouvernement » ou des « Gouvernements » est réputée valoir aussi pour la Communauté économique européenne (ci-après dénommée « la Communauté »). En conséquence, toute mention, dans le présent Protocole, de « la signature » ou du « dépôt des instruments de ratification, d'acceptation, d'approbation ou de conclusion » ou d'un « instrument d'adhésion » ou d'une « déclaration d'application provisoire » par un Gouvernement est, dans le cas de la Communauté, réputée valoir aussi pour la signature ou pour la déclaration d'application provisoire au nom de la Communauté par son autorité compétente ainsi que pour le dépôt de l'instrument requis par la procédure institutionnelle de la Communauté pour la conclusion d'un accord international.

ARTICLE 4.

(*Dispositions financières*).

La cotisation initiale de tout membre exportateur ou de tout membre importateur qui adhère au présent Protocole conformément aux dispositions de l'alinéa b du paragraphe 1 de l'article 7 dudit Protocole est fixée par le Conseil en fonction du nombre des voix qui lui seront attribuées et de la période restant à courir dans l'année agricole; toutefois, les cotisations fixées pour les autres membres exportateurs et pour les autres membres importateurs au titre de l'année agricole en cours ne sont pas modifiées.

ARTICLE 5.

(*Signature*).

Le présent Protocole sera ouvert, à Washington, du 2 avril 1974 au 22 avril 1974 inclus, à la signature des Gouvernements des pays parties à la Convention, ou provisoirement considérés comme étant parties à celle-ci, au 2 avril 1974, ou qui sont membres de l'Organisation des Nations Unies, de ses institutions spécialisées ou de l'Agence internationale de l'énergie atomique et sont énumérés à l'annexe A ou à l'annexe B de la Convention.

ARTICLE 6.

(Ratification, acceptation, approbation ou conclusion).

Le présent Protocole est soumis a la ratification, à l'acceptation, a l'approbation ou à la conclusion de chacun des Gouvernements signataires conformément a ses procedures constitutionnelles ou institutionnelles. Les instruments de ratification, d'acceptation, d'approbation ou de conclusion seront déposés auprès du Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique au plus tard le 18 juin 1974, etant entendu toutefois que le Conseil peut accorder une ou plusieurs prolongations de délai a tout Gouvernement signataire qui n'aura pas déposé son instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou de conclusion a cette date.

ARTICLE 7.

(Adhésion).

1) Le présent Protocole sera ouvert:

a) jusqu'au 18 juin 1974, à l'adhésion du Gouvernement de tout pays membre énuméré à cette date aux annexes A ou B de la Convention, étant entendu toutefois que le Conseil peut accorder une ou plusieurs prolongations de délai à tout Gouvernement n'ayant pas déposé son instrument à la date en question, et

b) après le 18 juin 1974, à l'adhésion du Gouvernement de tout pays membre de l'Organisation des Nations-Unies, de ses institutions spécialisées ou de l'Agence internationale de l'énergie atomique aux conditions que le Conseil jugera appropriées à la majorité des deux tiers au moins des voix exprimées par les membres exportateurs et des deux tiers au moins des voix exprimées par les membres importateurs.

2) L'adhésion a lieu par le dépôt d'un instrument d'adhésion auprès du Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique.

3) Lorsqu'il est fait mention, aux fins de l'application de la Convention et du présent Protocole, des membres énumérés aux annexes A ou B de la Convention, tout membre dont le Gouvernement a adhéré à la Convention dans les conditions prescrites par le Conseil ou au présent Protocole conformément à l'alinéa b du paragraphe 1 du présent article sera réputé énuméré dans l'annexe appropriée.

ARTICLE 8.

(Application provisoire).

Tout Gouvernement signataire peut déposer auprès du Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique une déclaration d'application provisoire du présent Protocole. Tout autre Gouvernement remplissant les conditions nécessaires pour signer le présent Protocole ou dont la demande d'adhésion est approuvée par le Conseil peut aussi déposer auprès du Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique une déclaration d'application provisoire. Tout Gouvernement déposant une telle déclaration applique provisoirement le présent Protocole et il est considéré provisoirement comme y étant partie.

ARTICLE 9.

(Entrée en vigueur).

1) Le présent Protocole entrera en vigueur, entre les Gouvernements qui auront déposé des instruments de ratification, d'acceptation, d'approbation, de conclusion ou d'adhésion, ou des déclarations d'application provisoire, conformément aux articles 6, 7 e 8 du présent Protocole avant le 18 juin 1974, dans les conditions suivantes:

a) le 19 juin 1974, pour toutes les dispositions de la Convention autres que les articles 3 a 9 compris et 21, et

b) le 1er juillet 1974, pour les articles 3 à 9 compris et 21 de la Convention,

pourvu que ces instruments de ratification, d'acceptation, d'approbation, de conclusion ou d'adhésion, ou ces déclarations d'application provisoire, aient été déposés au plus tard le 18 juin 1974 au nom des Gouvernements représentant les membres exportateurs qui détiennent au moins 60 pour cent des voix dénombrées dans l'annexe A et représentant les membres importateurs qui détiennent au moins 50 pour cent des voix dénombrées dans l'annexe B, ou qui détiendraient ces pourcentages de voix respectifs s'ils étaient parties à la Convention a cette date.

2) Le présent Protocole entre en vigueur, pour tout Gouvernement qui dépose un instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation, de conclusion ou d'adhésion après le 19 juin 1974 conformément aux dispositions pertinentes du présent Protocole, à la date dudit dépôt, étant entendu qu'aucune des parties dudit Protocole n'entrera en vigueur pour ce Gouvernement avant qu'elle n'entre en vigueur pour d'autres Gouvernements en vertu des paragraphes 1 ou 3 du présent article.

3) Si le présent Protocole n'entre pas en vigueur conformément aux dispositions du paragraphe 1 du present article, les Gouvernements qui auront déposé des instruments de ratification, d'acceptation, d'approbation, de conclusion ou d'adhésion, ou des déclarations d'application provisoire, pourront décider d'un commun accord qu'il entrera en vigueur entre les Gouvernements qui auront déposé des instruments de ratification, d'acceptation, d'approbation, de conclusion ou d'adhésion, ou des déclarations d'application provisoire.

ARTICLE 10.

(Notification par le Gouvernement dépositaire).

Le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique, en qualité de Gouvernement dépositaire, notifiera à tous les Gouvernements signataires et adhérents toute signature, ratification, acceptation, approbation, conclusion, application provisoire du présent Protocole et toute adhésion, ainsi que toute notification et tout préavis reçus conformément aux dispositions de l'article 27 de la Convention et toute déclaration et notification reçues conformément aux dispositions de l'article 28 de la Convention.

ARTICLE 11.

(*Copie certifiée conforme du Protocole*).

Le plus tôt possible, après l'entrée en vigueur définitive du présent Protocole, le Gouvernement dépositaire adressera une copie certifiée conforme dudit Protocole en langues anglais, espagnole, française et russe au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies pour enregistrement conformément à l'Article 102 de la Charte des Nations Unies. Tout amendement au présent Protocole sera pareillement communique au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.

ARTICLE 12.

(*Rapports entre le Préambule et le Protocole*).

Le présent Protocole comprend le Préambule des Protocoles portant prorogation de l'Accord international sur le blé de 1971.

EN FOI DE QUOI, les soussignés, dûment autorisés à cet effet par leurs Gouvernements ou leurs autorités respectifs, ont signé le présent Protocole à la date figurant en regard de leur signature.

Les textes du présent Protocole en langues anglaise, espagnole, française et russe font également foi. Les textes originaux seront déposés auprès du Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique qui en adressera copie certifiée conforme à chaque Gouvernement signataire ou adhérent ainsi qu'au Secrétaire executif du Conseil.

Pour l'Afrique du Sud

J. S. F. BOTHA
19th april 1974

Pour l'Algerie

Pour l'Arabie Saoudite

Pour l'Argentine

ALEJANDRE ORFILA
19 april 1974

Pour l'Australie

PATRICK SHAW
18 april 1974

Pour l'Autriche

ARNO HALUSA
april 18, 1974

Pour la Barbade

Pour la Belgique

WALTER LORIDAN
22 avril 1974

Pour la Bolivie

Pour le Brésil

C. DINIZ
april 22, 1974

Pour la Bulgarie

Pour le Canada

M. CADIEUX
april 19, 1974

Pour la Chine

Pour la Colombie

Pour la Communauté économique européenne

HANS OTTO KRAG
april 22, 1974

Pour le Costa Rica

Pour Cuba

VINCENT BUSEK
Washington april 19, 1974

Pour le Danemark

C. U. HAXTHAUSEN
Washington, D. C. april 22, 1974

Pour l'Egypte

Pour l'Équateur

ALBERTO QUEVEDO-TORO
April 22, 1974

Pour l'Espagne

JOAQUIN CERVINO
22nd april 1974

Pour l'Etat de la Cité du Vatican

+ JEAN JADOT
april 22, 1974

Pour le Etats-Unis d'Amérique

J. PHIL CAMPBELL
22 april 1974

Pour la Finlande

LEO TUOMINEN
april 17th, 1974

Pour la France

JACQUES KOSCIUSKO-MORIZET
Washington le 22 avril 1974

Pour la Grèce

Dr. CONSTANTINE P. PANAYOTACOS
april 22, 1974

Pour le Guatemala

Pour l'Inde

TRILOKI NATH KAUL
april 17, 1974

Pour l'Indonesie

Pour l'Irak

Dr SALIM MANSOOR
april 22, 1974

Pour l'Iran

Pour l'Irlande

J. G. MOLLOY
april 22, 1974

Pour l'Israël

M. NAVEH
april 19, 1974

Pour l'Italie

EGIDIO ORTONA
april 22, 1974

Pour le Japon

TAKESHI YASUKAWA
april 19, 1974

Pour le Kenya

L. O. KIBINGE
19th april 1974

Pour le Koweit

Pour le Liban

Pour la Libye

Pour le Luxembourg

JEAN WAGNER
Washington le 22 avril 1974

Pour Malte

Pour le Maroc

Pour Maurice

PIERRE GUY GIRALD BALANCY
april 8th 1974

Pour le Mexique

Pour la Nigerie

Pour la Norvège

S. Ch. SOMMRFELT
22nd april 1974

Pour le Pakistan

YAGUB KHAN
17th april 1974

Pour le Panama

Pour le Perou

Pour le Portugal

JOÃO HALL THEMIDO
18th april, 1974

Pour la République Arabe Syrienne

Pour la République de Corée

PYONG-CHOON HAHM
april 22nd 1974

Pour la République Dominicain

Pour la République Fédérale d'Allemagne

HANS H. NOEBEL
22, april 1974

Pour le Royaume des Pays-Bas

R. B. VAN LYNDEN
april 22nd 1974

Pour le Royaume-Uni de Grande-Brétagne et d'Irlande du Nord

PETER E. RAMSBOTHAM
Washington, 22 april 1974

Pour le Salvador

Pour Sri Lanka

Pour la Suède

LEIF LEIFLAND
april 9, 1974

Pour la Suisse

F. SCHNYDER (sous reserve de ratification)
22 april 1974

Pour la Trinité et Tobago

CUTHBERT JOSEPH
18 april 1974

Pour la Tunisie

HEDDA
19 april 1974

Pour la Turquie

Pour l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques

A. DOBRYNIN
22 april 1974

Pour l'Uruguay

Pour le Venezuela

ANDRÉS AGUILAR M.
april 22. 1974.

PROTOCOLE PORTANT PROROGATION DE LA CONVENTION RELATIVE A L'AIDE ALIMENTAIRE DE 1971

Les parties au présent Protocole,

Considérant que la Convention relative à l'aide alimentaire de 1971 (ci-après dénommée « la Convention ») de l'Accord international sur le blé de 1971 vient a expiration le 30 juin 1974,

Sont convenues de ce qui suit:

ARTICLE I.

(Prorogation, venue à expiration et résiliation de la Convention).

Sous réserve des dispositions de l'article II du present Protocole, la Convention demeurera en vigueur entre les parties audit Protocole jusqu'au 30 juin 1975, étant entendu toutefois que, si un nouvel accord en matière d'aide alimentaire entre en vigueur avant le 30 juin 1975, le présent Protocole demeurera en vigueur jusqu'à la date d'entrée en vigueur du nouvel accord seulement.

ARTICLE II.

(Dispositions de la Convention rendues inopérantes).

Les dispositions des paragraphes 1, 2 et 3 de l'article II, du paragraphe 1 de l'article III et des articles VI à XIV inclus de la Convention sont considérées comme inopérantes à compter du 1er juillet 1974.

ARTICLE III.

(Aide alimentaire internationale).

1) Les parties au présent Protocole sont convenues de fournir, à titre d'aide alimentaire aux pays en voie de développement, du blé, des céréales secondaires ou leurs produits dérivés, propres a la consommation humaine et d'un type et d'une qualité acceptables, ou l'équivalent en espèces pour les montants annuels minimaux spécifiés au paragraphe 2 ci-après.

2) La contribution annuelle minimale de chaque partie au présent Protocole est fixée comme suit:

	TONNES METRIQUES
Argentine	23.000
Australie	225.000
Canada	495.000
Etats-Unis d'Amérique	1.890.000
Finlande	14.000
Japon	225.000
Suède	35.000
Suisse	32.000

3) Aux fins de l'application du présent Protocole, toute partie qui aura signé ledit Protocole conformément aux dispositions du paragraphe 2 de l'article V ou qui y aura adhéré conformément aux dispositions appropriées de l'article VII sera réputée énumérée au paragraphe 2 de l'article III, avec la contribution minimale qui lui sera assignée conformément aux dispositions pertinentes de l'article V ou de l'article VII de ce Protocole.

ARTICLE IV.

(Comité de l'aide alimentaire).

Il sera institué un Comité de l'aide alimentaire qui sera composé des parties énumérées au paragraphe 2 de l'article III du présent Protocole et des autres qui deviendront parties audit Protocole. Le Comité désignera un président et un vice-président.

ARTICLE V

(Signature).

1) Le présent Protocole sera ouvert, à Washington, du 2 avril 1974 au 22 avril 1974 inclus, a la signature des Gouvernements de l'Argentine, de l'Australie, du Canada, des Etats-Unis d'Amérique, de la Finlande, du Japon, de la Suède et de la Suisse, sous réserve qu'ils signent aussi bien le présent Protocole que le Protocole portant prorogation de la Convention sur le commerce du blé de 1971.

2) Le présent Protocole sera également ouvert, dans les mêmes conditions, a la signature des parties à la Convention relative à l'aide alimentaire de 1967 ou à la Convention relative à l'aide alimentaire de 1971, et de celles considérées provisoirement comme étant parties à la Convention relative à l'aide alimentaire de 1971 qui ne sont pas énumérées au paragraphe 1 du présent article, pourvu que leur contribution soit au moins égale à celle qu'elles avaient souscrite dans la Convention relative à l'aide alimentaire de 1967 ou, par la suite, dans la Convention relative à l'aide alimentaire de 1971.

ARTICLE VI.

(Ratification, acceptation, approbation ou conclusion).

Le présent Protocole est soumis à la ratification, à l'acceptation, à l'approbation ou à la conclusion de chacune des parties signataires conformément à leurs procédures constitutionnelles ou institutionnelles, sous réserve que chacune d'elles ratifie, accepte, approuve ou conclue également le Protocole portant prorogation de la Convention sur le commerce du blé de 1971. Les instruments de ratification, d'acceptation, d'approbation ou de conclusion seront déposés auprès du Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique au plus tard le 18 juin 1974, étant entendu que le Comité de l'aide alimentaire peut accorder une ou plusieurs prolongations de délai à tout signataire qui n'aura pas déposé son instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou de conclusion à cette date.

ARTICLE VII.

(Adhésion).

1) Le présent Protocole est ouvert à l'adhésion de toute partie visée à l'article V dudit Protocole, sous réserve que chacune d'elle adhère également au Protocole portant prorogation de le Convention sur le commerce du blé de 1971 et sous réserve aussi, dans le cas des parties visées au paragraphe 2 de l'article V, que leur contribution soit au moins égale à celle qu'elles avaient souscrite dans la Convention relative à l'aide alimentaire de 1967 ou, par la suite, dans la Convention relative à l'aide alimentaire de 1971. Les instruments d'adhésion prévus au présent paragraphe seront déposés au plus tard le 18 juin 1974, étant entendu que le Comité de l'aide alimentaire peut accorder une ou plusieurs prolongations de délai à toute partie qui n'aura pas déposé son instrument d'adhésion à cette date.

2) Le Comité de l'aide alimentaire peut approuver l'adhésion au présent Protocole, en tant que donateur, du Gouvernement de tout membre de l'Organisation des Nations Unies, de ses institutions spécialisées ou de l'Agence international de l'énergie atomique aux conditions que le Comité de l'aide alimentaire jugera appropriées, sous réserve que ce Gouvernement adhère aussi en même temps au Protocole portant prorogation de la Convention sur le commerce du blé de 1971, s'il n'est pas déjà partie à ce Protocole.

3) L'adhésion a lieu par le dépôt d'un instrument d'adhésion aupres du Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique.

ARTICLE VIII.

(Application provisoire).

Toute partie visée à l'article V du present Protocole peut déposer auprès du Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique une déclaration d'application provisoire du présent Protocole, sous réserve qu'elle dépose aussi une declaration d'application provisoire du Protocole portant prorogation de la Convention sur le commerce du blé de 1971. Toute autre partie dont la demande d'adhésion est approuvée peut aussi déposer auprès du Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique une déclaration d'application provisoire sous réserve qu'elle dépose aussi une déclaration d'application provisoire du Protocole portant prorogation de la Convention sur le commerce du blé de 1971, à moins qu'elle ne soit déjà partie audit Protocole ou qu'elle n'ait déjà déposé une déclaration d'application provisoire dudit Protocole. Toute partie déposant une telle déclaration applique provisoirement le présent Protocole et est considérée provisoirement comme y étant partie.

ARTICLE IX.

(Entrée en vigueur).

1) Le présent Protocole entre en vigueur, pour les parties qui auront déposé des instruments de ratification, d'acceptation, d'approbation, de conclusion ou d'adhésion,

a) le 19 juin 1974 pour toutes les dispositions autres que l'article II de la Convention et l'article III du Protocole, et

b) le 1er juillet 1974 pour l'article II de la Convention et l'article III du Protocole,

sous reserve que tous les autres Gouvernements nommés au paragraphe 1 de l'article V du présent Protocole portant prorogation de la Convention sur le commerce du blé de 1971 soit en vigueur. Le present Protocole entre en vigueur, pour toute autre partie qui dépose un instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation, de conclusion ou d'adhésion après l'entrée en vigueur du Protocole, à la date dudit dépôt.

2) Si le présent Protocole n'entre pas en vigueur conformément aux dispositions du paragraphe 1 du présent article, les parties qui, au 19 juin 1974, auront déposé des instruments de ratification, d'acceptation, d'approbation, de conclusion ou d'adhésion, ou des déclarations d'application provisoire, pourront décider d'un commun accord qu'il entrera en vigueur entre les parties qui ont déposé des instruments de ratification, d'acceptation, d'approbation, de conclusion ou d'adhésion, ou des déclarations d'application provisoire, à condition que le Protocole portant prorogation de la Convention sur le commerce du blé de 1971 soit en vigueur, ou bien pourront prendre toutes autres mesures que la situation leur paraîtra exiger.

ARTICLE X.

(*Notification par le Gouvernement dépositaire*).

Le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique, en qualité de Gouvernement dépositaire, notifiera a toutes les parties signataires et adhérentes toute signature, toute ratification, toute acceptation, toute approbation, toute conclusion, toute application provisoire du présent Protocole et toute adhésion audit Protocole.

ARTICLE XI.

(*Copie certifiée conforme du Protocole*).

Le plus tôt possible après l'entrée en vigueur définitive du présent Protocole, le Gouvernement dépositaire adressera une copie certifiée conforme dudit Protocole en langues anglaise, espagnole, française et russe au Secrétaire géneral de l'Organisation des Nations Unies pour enregistrement conformément à l'Article 102 de la Charte des Nations Unies. Tout amendement au présent Protocole sera pareillement communique au Secrétaire general de l'Organisation des Nations Unies.

ARTICLE XII.

(*Rapports entre le Préambule et le Protocole*).

Le présent Protocole comprend le Préambule des Protocoles portant prorogation de l'Accord international sur le blé de 1971.

EN FOI DE QUOI les soussignés, dûment autorisés à cet effet par leurs Gouvernements ou leurs autorités respectifs, ont signé le présent Protocole à la date figurant en regard de leur signature.

Les textes du present Protocole en langues anglaise, espagnole, française et russe font egalement foi. Les originaux seront déposés dans les archives du Gouvernement des Etats-Unis d'Amerique, qui en transmettra des copies certifiées conformes à toutes les parties signataires et adhérentes.

Pour l'Argentine

ALEJANDRO ORFILA
19 april 1974

Pour l'Australie

PATRICK SHAW
18 april 1974

Pour la Belgique

Pour le Canada

M. CADIEUX
april 19, 1974

Pour la Communauté economique européenne

Pour le Danemark

Pour les Etats-Unis d'Amérique

J. PHIL CAMPBELL
22 april 1974

Pour la Finlande

LEO TUOMINEN
april 17th, 1974

Pour la France

Pour l'Irlande

Pour l'Italie

Pour le Japon

With a reservation to article III
TAKESHI YASUKAWA
april 19, 1974

Pour le Luxembourg

Pour la Norvège

Pour la République Fédérale d'Allemagne

Pour le Royaume des Pays-Bas

Pour le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord

Pour la Suède

LEIF LEIFLAND
april 17, 1974

Pour la Suisse

F. SCHNYDER
22 april 1974

Sour réserve de ratification.
Cette signature est donnée dans l'attente que tous les pays parties a la Convention de 1971 y souscriront et cela dans la même mesure que jusqu'à présent.

Visto, *il Ministro per gli affari esteri*
FORLANI

TRADUZIONE NON UFFICIALE

N.B. — I testi facenti fede sono unicamente quelli indicati nei protocolli, tra cui il testo in lingua francese.

PROTOCOLLI

di proroga della Convenzione sul commercio del grano e della Convenzione per l'aiuto alimentare costituenti l'Accordo internazionale sul grano del 1971

PREAMBOLO

I Governi partecipanti alla Conferenza per stabilire i testi dei Protocolli di proroga delle Convenzioni che costituiscono l'Accordo internazionale sul grano del 1971,

Considerato che l'Accordo internazionale sul grano del 1949 è stato riveduto, rinnovato o prorogato negli anni 1953, 1956, 1959, 1962, 1965, 1966, 1967, 1968 e 1971,

Considerato che l'Accordo internazionale sul grano del 1971, costituito da due strumenti giuridici distinti, la Convenzione sul commercio del grano del 1971, e la Convenzione relativa all'aiuto alimentare del 1971 scade il 30 giugno 1974,

Hanno deliberato i testi dei Protocolli di proroga della Convenzione sul commercio del grano e della Convenzione relativa all'aiuto alimentare del 1971.

PROTOCOLLO DI PROROGA DELLA CONVENZIONE SUL COMMERCIO DEL GRANO DEL 1971

I Governi parti al presente Protocollo,

Considerato che la Convenzione sul commercio del grano del 1971 (denominata più avanti « la Convenzione ») dell'Accordo internazionale sul grano del 1971 scade il 30 giugno 1974,

Hanno convenuto quanto segue:

ARTICOLO 1.

(Proroga, scadenza e risoluzione della Convenzione).

Con riserva delle disposizioni dell'articolo 2 del presente Protocollo, la Convenzione rimarrà in vigore tra le parti al presente Protocollo fino al 30 giugno 1975, essendo tuttavia inteso che, se un

nuovo Accordo internazionale in materia di grano entra in vigore prima del 30 giugno 1975, il suddetto Protocollo rimarrà in vigore soltanto fino alla data di entrata in vigore del nuovo accordo.

ARTICOLO 2.

(*Disposizioni della Convenzione rese inoperanti*).

Le seguenti disposizioni della Convenzione sono considerate inoperanti a datare dal 1° luglio 1974:

a) il paragrafo 4) dell'articolo 19;
b) gli articoli da 22 a 26 incluso;
c) il paragrafo 1) dell'articolo 27;
d) gli articoli da 29 a 31 incluso.

ARTICOLO 3.

(*Definizione*).

Qualsiasi menzione, nel presente Protocollo, del « Governo » oppure dei « Governi » è ritenuta valida anche per la Comunità econonomica europea (denominata più avanti « la Comunità »). Ne risulta che qualsiasi menzione, nel presente Protocollo, della « firma » o del « deposito degli strumenti di ratifica, di accettazione, di approvazione o di conclusione » o di uno « strumento di adesione » o di una « dichiarazione di applicazione provvisoria » da parte di un Governo, è, nel caso della Comunità, ritenuta valida anche per la firma o per la dichiarazione di applicazione provvisoria nel nome della Comunità da parte della sua autorità competente, nonché per il deposito dello strumento richiesto dalla procedura istituzionale della Comunità per la conclusione di un accordo internazionale.

ARTICOLO 4.

(*Disposizioni finanziarie*).

La quota iniziale di ogni membro esportatore o di ogni membro importatore che aderisce al presente Protocollo in conformità delle disposizioni della lettera *b*) del paragrafo 1 dell'articolo 7 del suddetto Protocollo, viene fissata dal Consiglio in proporzione al numero dei voti che gli saranno attribuiti e del periodo rimasto dell'anno agricolo; tuttavia, le quote fissate per gli altri membri esportatori e per gli altri membri importatori sotto il titolo dell'anno agricolo in corso non vengono modificate.

ARTICOLO 5.

(*Firma*).

Il presente Protocollo sarà aperto, a Washington, dal 2 aprile 1974 al 22 aprile 1974 incluso, alla firma dei Governi dei paesi partecipanti alla Convenzione oppure provvisoriamente considerati come parti di quest'ultima, alla data del 2 aprile 1974, oppure membri dell'Organizzazione della Nazioni Unite, delle sue istituzioni specializzate o dell'Agenzia internazionale dell'energia atomica, e sono elencati nell'allegato *A* o nell'allegato *B* della Convenzione.

ARTICOLO 6.

(Ratifica, accettazione, approvazione e conclusione).

Il presente Protocollo è sottoposto alla ratifica, all'accettazione, all'approvazione od alla conclusione di ciascuno dei Governi firmatari in conformità delle procedure costituzionali od istituzionali. Gli strumenti di ratifica, di accettazione, di approvazione o di conclusione saranno depositati presso il Governo degli Stati Uniti d'America, al più tardi il 18 giugno 1974, rimanendo tuttavia inteso che il Consiglio può concedere una o più proroghe del termine a ogni Governo firmatario che a tale data non avrà depositato il proprio strumento di ratifica, di accettazione, di approvazione o di conclusione.

ARTICOLO 7.

(Adesione).

1) Il presente Protocollo rimarrà aperto:

a) fino al 18 giugno 1974, all'adesione del Governo di qualsiasi paese membro indicato a tale data negli allegati *A* o *B* della Convenzione, rimanendo tuttavia inteso che il Consiglio può concedere una o più proroghe del termine a ogni Governo che non avrà depositato il proprio strumento alla data indicata, e

b) dopo il 18 giugno 1974, all'adesione del Governo di qualsiasi paese membro dell'Organizzazione delle Nazioni Unite, delle sue istituzioni specializzate o dell'Agenzia internazionale dell'energia atomica a quelle condizioni che il Consiglio riterrà appropriate, alla maggioranza dei due terzi almeno dei voti espressi dai membri esportatori e dei due terzi almeno dei voti espressi dai membri importatori.

2) L'adesione ha luogo con il deposito di uno strumento di adesione presso il Governo degli Stati Uniti d'America.

3) Quando viene fatta menzione, ai fini dell'applicazione della Convenzione e del presente Protocollo, dei membri enumerati negli allegati *A* o *B* della Convenzione, ogni membro il cui Governo ha aderito alla Convenzione nelle condizioni prescritte dal Consiglio od al presente Protocollo, in conformità della lettera *b)* del paragrafo 1 del presente articolo, sarà ritenuto enumerato nell'allegato appropriato.

ARTICOLO 8.

(Applicazione provvisoria).

Ogni Governo firmatario può depositare presso il Governo degli Stati Uniti d'America una dichiarazione di applicazione provvisoria del presente Protocollo. Qualsiasi altro Governo che soddisfi le condizioni necessarie alla firma del presente Protocollo o la cui domanda di adesione sia stata approvata dal Consiglio, può anch'egli depositare presso il Governo degli Stati Uniti d'America una dichiarazione

di applicazione provvisoria. Il Governo che deposita una dichiarazione del genere applica provvisoriamente il presente Protocollo e viene considerato provvisoriamente come ne fosse parte.

ARTICOLO 9.

(*Entrata in vigore*).

1) Il presente Protocollo entrerà in vigore, tra i Governi che avranno depositato gli strumenti di ratifica, di accettazione, di approvazione, di conclusione o di adesione, oppure dichiarazioni di applicazione provvisoria, in conformità degli articoli 6, 7 ed 8 del presente Protocollo prima del 18 giugno 1974, nelle seguenti condizioni:

a) il 19 giugno 1974, per tutte le disposizioni della Convenzione che non siano quelle previste dagli articoli da 3 a 9 incluso e 21, e

b) il 1° luglio 1974, per gli articoli da 3 a 9 compreso e 21 della Convenzione,

a condizione che tali strumenti di ratifica, di accettazione, di approvazione, di conclusione o di adesione, o tali dichiarazioni di applicazione provvisoria, siano stati depositati il 18 giugno 1974, al più tardi, in nome dei Governi che rappresentano i membri esportatori in possesso di almeno il 60 per cento dei voti enumerati all'allegato *A* e che rappresentano i membri importatori in possesso di almeno il 50 per cento dei voti enumerati all'allegato *B*, oppure che sarebbero in possesso delle suddette percentuali se aderissero, a tale data, alla Convenzione.

2) Il presente Protocollo entra in vigore, per ogni Governo che deposita uno strumento di ratifica, di accettazione, di approvazione, di conclusione o di adesione dopo il 19 giugno 1974, in conformità delle disposizioni pertinenti del presente Protocollo, alla data del suddetto deposito, essendo inteso che nessuna delle parti del suddetto Protocollo entrerà in vigore per tale Governo prima di entrare in vigore per altri Governi, in conformità dei paragrafi 1 o 3 del presente articolo.

3) Se il presente Protocollo non entra in vigore in conformità delle disposizioni del paragrafo 1 del presente articolo, i Governi che avranno depositato strumenti di ratifica, di accettazione, di approvazione, di conclusione o di adesione, oppure dichiarazioni di applicazione provvisoria, potranno, di comune accordo, decidere che esso entrerà in vigore tra i Governi che avranno depositato strumenti di ratifica, di accettazione, di approvazione, di conclusione o di adesione, oppure dichiarazioni di applicazione provvisoria.

ARTICOLO 10.

(*Notifica da parte del Governo depositario*).

Il Governo degli Stati Uniti d'America, in qualità di Governo depositario, notificherà a tutti i Governi firmatari e aderenti ogni firma, ratifica, accettazione, approvazione, conclusione, applicazione provvisoria del presente Protocollo, ed ogni adesione, nonché qualsiasi notifica e

qualsiasi preavviso da lui ricevuti in conformtià delle disposizioni dell'articolo 27 della Convenzione ed ogni dichiarazione e notifica ricevuti in conformità delle disposizioni dell'articolo 28 della Convenzione.

ARTICOLO 11.

(*Copia conforme del Protocollo*).

Non appena possibile, dopo l'entrata in vigore definitiva del presente Protocollo, il Governo depositario indirizzerà una copia certificata conforme del suddetto Protocollo nelle lingue inglese, spagnola, francese e russa, al Segretario generale dell'Organizzazione delle Nazioni Unite, per la registrazione in conformità dell'articolo 102 della Carta delle Nazioni Unite. Ogni emendamento al presente Protocollo sarà comunicato nello stesso modo al Segretario generale dell'Organizzazione delle Nazioni Unite.

ARTICOLO 12.

(*Rapporti tra il Preambolo ed il Protocollo*).

Il presente Protocollo comprende il Preambolo dei Protocolli sulla nuova proroga dell'Accordo internazionale sul grano del 1971.

IN FEDE DI CHE, i sottoscritti, debitamente autorizzati a questo fine dai loro Governi od autorità rispettivi, hanno firmato il presente Protocollo alla data indicata a fronte della loro firma.

I testi del presente Protocollo nelle lingue inglese, spagnola, francese e russa fanno ugualmente fede. I testi originali saranno depositati presso il Governo degli Stati Uniti d'America il quale ne indirizzerà copia certificata conforme ad ogni Governo firmatario od aderente, nonché al Segretario esecutivo del Consiglio.

(*Seguono le firme*)

PROTOCOLLO DI PROROGA DELLA CONVENZIONE PER L'AIUTO ALIMENTARE DEL 1971

Le parti al presente Protocollo,

Considerando che la Convenzione relativa all'aiuto alimentare del 1971 (denominata più avanti « la Convenzione ») dell'Accordo internazionale sul grano del 1971 scade il 30 giugno 1974,

Hanno convenuto quanto segue:

ARTICOLO I.

(Proroga, scadenza e risoluzione della Convenzione).

Con riserva delle disposizioni dell'articolo II del presente Protocollo, la Convenzione rimarrà in vigore tra le parti al presente Protocollo fino al 30 giugno 1975, essendo tuttavia inteso che, se un nuovo accordo in materia di aiuto alimentare entra in vigore prima del 30 giugno 1975, il presente Protocollo rimarrà in vigore soltanto fino alla data di entrata in vigore del nuovo accordo.

ARTICOLO II.

(Disposizioni della Convenzione rese inoperanti).

Le disposizioni dei paragrafi 1, 2 e 3 dell'articolo II, del paragrafo 1 dell'articolo III e degli articoli da VI a XIV incluso della Convenzione sono considerate inoperanti a datare dal 1° luglio 1974.

ARTICOLO III.

(Aiuto alimentare internazionale).

1) Le parti al presente Protocollo hanno convenuto di fornire, a titolo di aiuto alimentare ai paesi in via di sviluppo, grano, cereali secondari o i loro prodotti derivati, propri al consumo umano e di un tipo e di una qualità accettabili, oppure l'equivalente in contanti per gli importi annui minimi specificati al successivo paragrafo 2.

2) Il contributo annuo minimo di ciascuna delle parti al presente Protocollo è fissato come segue:

	Tonnellate metriche
Argentina	23.000
Australia	225.000
Canada	495.000
Stati Uniti d'America	1.890.000
Finlandia	14.000
Giappone	225.000
Svezia	35.000
Svizzera	32.000

3) Ai fini dell'applicazione del presente Protocollo, ogni parte che avrà firmato il suddetto Protocollo in conformità delle disposizioni del paragrafo 2 dell'articolo V, oppure che vi avrà aderito in conformità delle pertinenti disposizioni dell'articolo VII, sara ritenuta enumerata al paragrafo 2 dell'articolo III, con il contributo minimo che le sarà assegnato in conformità delle disposizioni pertinenti dell'articolo V o dell'articolo VII di tale Protocollo.

ARTICOLO IV.

(*Comitato per l'aiuto alimentare*).

Sarà istituito un Comitato per l'aiuto alimentare che sarà formato dalle parti indicate al paragrafo 2 dell'articolo III del presente Protocollo, nonché da quelle che diventeranno parti di tale Protocollo. Il Comitato designerà un presidente ed un vice-presidente.

ARTICOLO V.

(*Firma*).

1) Il Presente Protocollo verrà aperto, a Washington, dal 2 aprile 1974 al 22 aprile 1974 incluso, alla firma dei Governi dell'Argentina, dell'Australia, degli Stati Uniti d'America, del Canada, della Finlandia, del Giappone, della Svezia e della Svizzera, con la riserva che essi firmino tanto il presente Protocollo quanto il Protocollo di proroga della Convenzione sul commercio del grano del 1971.

2) Il presente Protocollo sarà anche aperto, alle stesse condizioni, alla firma delle parti alla Convenzione relativa all'aiuto alimentare del 1967, od alla Convenzione relativa all'aiuto alimentare del 1971 e di quelle provvisoriamente considerate quali parti alla Convenzione sull'aiuto alimentare del 1971 non indicate al paragrafo 1 del presente articolo, a condizione che il loro contributo sia almeno uguale a quello da esse sottoscritto nella Convenzione sull'aiuto alimentare del 1967 o, in seguito, nella Convenzione sull'aiuto alimentare del 1971.

ARTICOLO VI.

(*Ratifica, accettazione, approvazione e conclusione*).

Il presente Protocollo viene sottoposto alla ratifica, all'accettazione, all'approvazione od alla conclusione di ciascuna delle parti firmatarie, in conformità delle loro procedure costituzionali od istituzionali, con la riserva che ciascuna di esse ratifichi, accetti, approvi o concluda anche il Protocollo di proroga della Convenzione relativa al commercio del grano del 1971. Gli strumenti di ratifica, di accettazione, di approvazione o di conclusione saranno depositati presso il Governo degli Stati Uniti d'America il 18 giugno 1974 al più tardi, essendo inteso che il Comitato per l'aiuto alimentare può concedere una o più

proroghe ad ogni firmatario che non avrà a tale data depositato il proprio strumento di ratifica, di accettazione, di approvazione o di conclusione.

ARTICOLO VII.

(*Adesione*).

1) Il presente Protocollo è aperto all'adesione di tutte le parti contemplate all'articolo V del detto Protocollo, con la riserva che ciascuna di esse aderisca ugualmente al Protocollo di proroga della Convenzione sul commercio del grano del 1971, e con la riserva anche, nel caso delle parti contemplate al paragrafo 2 dell'articolo V, che il loro contributo sia almeno uguale a quello da esse sottoscritto nella Convenzione relativa all'aiuto alimentare del 1967, oppure, in seguito, nella Convenzione relativa all'aiuto alimentare del 1971. Gli strumenti di adesione previsti al presente paragrafo saranno depositati al più tardi il 18 giugno 1974, rimanendo inteso che il Comitato per l'aiuto alimentare può concedere una o più proroghe a qualsiasi parte che, a tale data, non avrà depositato il proprio strumento di adesione

2) Il Comitato per l'aiuto alimentare può approvare l'adesione al presente Protocollo, in qualità di donatore, del Governo di qualsiasi membro dell'Organizzazione delle Nazioni Unite, delle sue istituzioni specializzate o dell'Agenzia internazionale dell'energia atomica, alle condizioni ritenute appropriate dal Comitato per l'aiuto alimentare, con la riserva che tale Governo aderisca nel medesimo tempo al Protocollo di proroga della Convenzione sul commercio del grano del 1971, se non ha aderito già a tale Protocollo.

3) L'adesione ha luogo con il deposito di uno strumento di adesione presso il Governo degli Stati Uniti d'America.

ARTICOLO VIII

(*Applicazione provvisoria*).

Ogni parte contemplata all'articolo V del presente Protocollo può depositare presso il Governo degli Stati Uniti d'America una dichiarazione di applicazione provvisoria del presente Protocollo, con riserva di depositare anche una dichiarazione di applicazione provvisoria del Protocollo di proroga della Convenzione sul commercio del grano 1971. Qualsiasi altra parte la cui domanda di adesione sia approvata, può depositare anch'essa presso il Governo degli Stati Uniti d'America una dichiarazione di applicazione provvisoria, con la riserva di depositare anche una dichiarazione di applicazione provvisoria del Protocollo di proroga della Convenzione sul commercio del grano del 1971, a meno che non abbia già firmato detto Protocollo, o non abbia depositato una dichiarazione di applicazione provvisoria del suddetto. Ogni parte che depositi una tale dichiarazione applica provvisoriamente il presente Protocollo ed è considerata provvisoriamente come ne fosse parte.

ARTICOLO IX.

(Entrata in vigore).

1) Il presente Protocollo entra in vigore, per le parti che avranno depositato strumenti di ratifica, di accettazione, di approvazione, di conclusione o di adesione:

a) il 19 giugno 1974 per tutte le disposizioni diverse dall'articolo II della Convenzione e dall'articolo III del Protocollo, e

b) il 1° luglio 1974 per l'articolo II della Convenzione e l'articolo III del Protocollo,

con la seguente riserva: tutti gli altri Governi indicati al paragrafo 1 dell'articolo V del presente Protocollo dovranno avere depositato tali strumenti oppure una dichiarazione di applicazione provvisoria in data 18 giugno 1974, ed il Protocollo di proroga della Convenzione relativa al commercio del grano del 1971 dovrà essere entrato in vigore. Il presente Protocollo entra in vigore, per tutte le altre parti che depositano uno strumento di ratifica, di accettazione, di approvazione, di conclusione o di adesione, dopo l'entrata in vigore del Protocollo, alla data del suddetto deposito.

2) Se il presente Protocollo non entra in vigore in conformità delle disposizioni del paragrafo 1 del presente articolo, le parti che, al 19 giugno 1974, avranno depositato strumenti di ratifica, di accettazione, di approvazione, di conclusione o di adesione, oppure dichiarazioni di applicazione provvisoria, potranno, di comune accordo, decidere che esso entri in vigore tra le parti che hanno depositato strumenti di ratifica, di accettazione, di approvazione, di conclusione o di adesione, oppure dichiarazioni di applicazione provvisoria, a condizione che il Protocollo di proroga della Convenzione sul commercio del grano del 1971 sia in vigore, oppure potranno adottare qualsiasi altra misura che la situazione sembrerà loro esigere.

ARTICOLO X.

(Notifica da parte del Governo depositario).

Il Governo degli Stati Uniti d'America, in qualità di Governo depositario, notificherà a tutte le parti firmatarie e aderenti qualsiasi firma, ratifica, accettazione, approvazione, conclusione, applicazione provvisoria del presente Protocollo e qualsiasi adesione al suddetto.

ARTICOLO XI.

(Copia conforme del Protocollo).

Non appena possibile dopo l'entrata in vigore definitiva del presente Protocollo, il Governo depositario invierà una copia certificata conforme del suddetto Protocollo nelle lingue inglese, spagnola, francese e russa al Segretario generale dell'Organizzazione delle Nazioni

Unite, per la registrazione in conformità dell'Articolo 102 della Carta delle Nazioni Unite. Qualsiasi emendamento al presente Protocollo sarà comunicato nello stesso modo al Segretario dell'Organizzazione delle Nazioni Unite.

ARTICOLO XII.

(Rapporti tra il Preambolo ed il Protocollo).

Il presente Protocollo comprende il Preambolo dei Protocolli sulla nuova proroga dell'Accordo internazionale sul grano del 1971.

IN FEDE DI CHE, i sottoscritti, debitamente autorizzati a questo fine dai loro Governi od autorità rispettivi, hanno firmato il presente Protocollo alla data indicata a fronte della propria firma.

I testi del presente Protocollo nelle lingue inglese, spagnola, francese e russa, fanno ugualmente fede. I testi originali saranno depositati presso gli archivi del Governo degli Stati Uniti d'America, il quale ne trasmetterà copie certificate conformi a tutte le parti firmatarie ed aderenti.

(Seguono le firme)

ANTONIO SESSA, *direttore* — DINO EGIDIO MARTINA, *redattore*

(7651153/1) Roma - Istituto Poligrafico dello Stato - S.